



Sommaire

ÉDITORIAL 1

 ETAT DES LIEUX DU PROGRAMME
DE COOPÉRATION MONÉTAIRE
DE LA CEDEAO 2

NOUVELLES D'AFRISTAT 5

 ACTIVITÉS
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE 5

AUTRES ACTIVITÉS D'AFRISTAT 7

ACTIVITÉS INTERNATIONALES 8

 ÉCHOS DES INSTITUTS
NATIONAUX DE STATISTIQUE 9

 RÉUNIONS, ATELIERS
ET SÉMINAIRES 12


AFRISTAT

BP E 1600

Bamako, Mali

Téléphone

(223) 20 21 55 00

20 21 55 80/20 21 60 71

Fax (223) 20 21 11 40

afristat@afristat.org

www.afristat.org

Éditorial



Le quatrième trimestre de l'année 2013 a été marqué par l'organisation des réunions statutaires d'AFRISTAT du second semestre, l'accélération du processus de mise en œuvre du PRCS BAD-III et le renforcement des partenariats.

Au titre des réunions statutaires, la 18^e réunion du Conseil scientifique et la 28^e session du Comité de direction se sont tenues à Bamako, du 23 au 26 septembre 2013. Ces rencontres qui se sont déroulées dans de bonnes conditions ont été enrichies respectivement par l'examen de l'étude réalisée par la Direction générale sur le thème « Emploi - secteur informel et niveau de vie au Mali » et l'organisation d'un séminaire sur la « Législation statistique et open data ». Ces initiatives n'ont pas occulté l'examen et la validation du programme de travail d'AFRISTAT pour 2014 et pour la période 2015-2016.

La 23^e session du Conseil des Ministres qui s'est tenue à Paris le 2 octobre dernier a pris des décisions importantes pour l'organisation parmi lesquelles : la répartition des contributions du 3^e Fonds AFRISTAT entre les États membres et l'accord d'adhésion de Madagascar à AFRISTAT.

Concernant la mise en œuvre du PRCS BAD-III, les trois mois écoulés ont permis à la Direction Générale d'AFRISTAT de mettre à la disposition des pays sous sa coordination les ressources du programme qui leur sont directement destinées. Cette situation est effective pour la grande majorité des pays bénéficiaires. Par ailleurs, pour atteindre au plus vite les résultats assignés au programme, les trois consultants et le comptable prévus ont été recrutés et mis immédiatement au travail. En conséquence, les activités se déroulent à un rythme soutenu.

Concernant le renforcement des partenariats, les actions avec les Communautés économiques régionales, l'Union Africaine, la CEA et les autres organisations se sont intensifiées. En effet, on note au cours de la période sous revue :

- le démarrage effectif du projet IHPC-UEMOA extension ;
- les assurances des autorités de la CEMAC quant à l'entrée de leur projet IHPC dans sa phase exécutoire au début de l'année 2014 ;
- l'implication de la Direction Générale d'AFRISTAT dans le processus de validation du plan stratégique sur la création de l'Institut de Statistique de l'Union Africaine et du centre panafricain de formation statistique ;
- la participation au mécanisme sous-régional de coordination pour l'appui du système des Nations Unies à l'Union Africaine et à son programme de NEPAD en Afrique de l'Ouest ;
- l'effort de coordination des appuis statistiques sur le terrain en participant aux comités d'orientation des centres AFRITAC Centre et de l'Ouest ;
- la participation à la mise en œuvre du cadre de gouvernance du projet africain d'élaboration des comptes nationaux selon le SCN 2008.

De plus, la collaboration avec l'INSEE s'est poursuivie avec notamment : l'organisation des séminaires annuels conjoints, le renforcement des capacités techniques des experts d'AFRISTAT grâce à l'appui financier du Fonds CESD-statisticiens pour le développement et le maintien d'une étroite concertation sur le programme de collaboration et les activités statistiques d'intérêts partagés. Par ailleurs, une proposition d'offre de prestation de services, en association avec des partenaires privés, a été finalisée et soumise en Côte d'Ivoire. Dans le même temps, l'exécution des conventions d'assistance technique aux INS du Burundi, des Comores, du Togo et au Conseil Économique et Social du Gabon s'est poursuivie.

Enfin, au même titre que la communauté internationale entière, l'ensemble du personnel de l'Observatoire a été attristé par le décès de Nelson Rolihlahla Mandela le 5 décembre dernier et n'a pas manqué d'adresser ses condoléances à la famille éplorée et de rendre un hommage appuyé à l'impressionnant héritage que le défunt lègue à toutes les personnes, à tous les peuples épris de paix et de liberté.

Etat des lieux du programme de coopération monétaire de la CEDEAO

Emilie LAFFITEAU, expert macro-économiste

Les autorités ouest africaines ayant fait le choix d'aller vers une monnaie commune, les pays de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sont engagés dans un processus d'intégration visant dans un premier temps la coordination des politiques économiques et la convergence et dans un second temps, la création réussie de l'union monétaire.

Selon un calendrier fluctuant, la mise en circulation de la monnaie commune, l'éco, doit d'abord être réalisée au sein des cinq pays¹ de la CEDEAO non-membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ayant fondé la Zone Monétaire d'Afrique de l'Ouest (ZMAO).

En fonction du degré d'harmonisation entre la ZMAO et l'UEMOA et de leur niveau de convergence, l'éco pourra ensuite être étendu à l'ensemble des pays de la CEDEAO.

Aujourd'hui, malgré de nombreuses avancées telles que la mise en place de la ZMAO, la création d'un Institut monétaire d'Afrique de l'Ouest (IMAO) et l'instauration de critères de convergence, la mise en circulation de l'éco va systématiquement de report en report, les prérequis d'une zone monétaire n'étant pas remplis.

L'objet de cet article est de présenter : (i) la géographie monétaire de la CEDEAO, notamment son Programme de coopération monétaire, (ii) la stratégie de mise en place de la monnaie unique et le processus de convergence, (iii) les enjeux et perspectives de la monnaie unique en zone CEDEAO.

1. Géographie monétaire des pays de la CEDEAO

La CEDEAO regroupe d'un côté les pays de l'UEMOA et le Cap Vert dont les monnaies sont en change fixe avec l'euro et de l'autre côté les pays anglophones d'Afrique de l'ouest et la Guinée qui ont des monnaies indépendantes.

L'Union monétaire ouest africaine (UEMOA)

Les pays de l'UEMOA fonctionnent selon les fondements de la Zone franc, principes habituels inhérents aux unions monétaires auxquels s'ajoutent des particularités issues de la coopération monétaire entre la France et les pays concernés. Quatre principes fondamentaux régissent cet espace :

- la garantie du Trésor français : la convertibilité du franc CFA est garantie par le Trésor français ;
- la fixité des parités : les monnaies sont convertibles entre elles, à des parités fixes, sans limitations des montants ;
- la libre transférabilité : les transferts sont, en principe², libres dans la zone ;
- la centralisation des réserves de change : les États centralisent leurs réserves au niveau de leurs banques centrales. En contrepartie de la convertibilité illimitée garantie par la France, 65 % de ces réserves doivent être déposées sur le « compte d'opération » du Trésor français, celui-ci étant rémunéré et offrant la possibilité d'un découvert illimité³.

À partir de 1999, le passage à l'euro marque la substitution de la monnaie d'ancrage et implique la modification des parités mais les mécanismes de coopération monétaire restent inchangés.

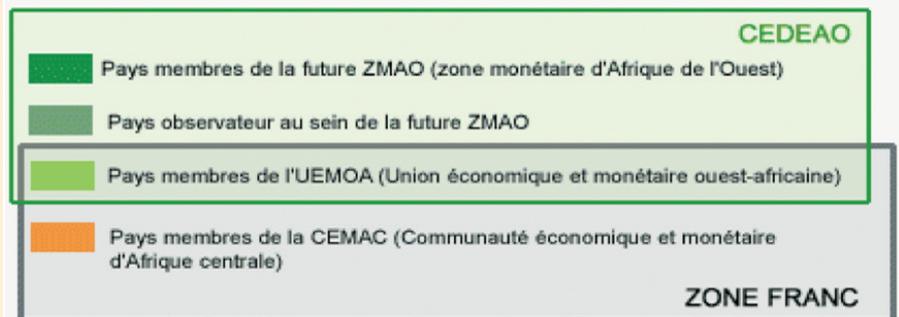
En ce qui concerne l'intégration de la zone monétaire, celle-ci peut être considérée comme incomplète. En effet, la BCEAO utilise toujours certains instruments discrétionnaires de politique monétaire (flexibilité à court terme des taux d'intérêt directeurs, coefficients de réserve fixés de manière différenciée selon les pays, taux de refinancement par la BCEAO régulièrement dépassés). Toutefois, la BCEAO n'utilise pas ces instruments de manière proactive, du moins pas systématiquement.

Le programme de coopération monétaire de la CEDEAO (PCMC)

Le sommet des Chefs d'État et de Gouvernement tenu à Abuja en 1987 avait adopté le Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO (PCMC). Le principal objectif était d'aboutir à un système monétaire harmonisé grâce au respect d'un ensemble de critères de convergence macroéconomique qui conduiraient éventuellement au renforcement des économies des États membres. Les critères de convergence comprennent quatre indicateurs primaires et six indicateurs secondaires que les

États membres de la CEDEAO devraient remplir avant de pouvoir participer à l'union monétaire unique initialement prévue en 2004.

En 1999, il a été admis que le rythme de la mise en œuvre du PCMC, surtout la création de la zone monétaire unique, ne correspondait pas aux espoirs. À cette époque, les principaux freins dans la mise en œuvre du programme étaient : le manque de volonté et d'engagement politiques, le manque d'uniformité dans l'adoption du cadre macroéconomique et enfin le manque de coordination et d'harmonisation des politiques entre les



1. Gambie, Ghana, Guinée, Nigeria et Sierra Leone. Le cap Vert et le Liberia souhaitent également adhérer à l'éco.
 2. Les transferts ne se réalisent pas toujours librement : il existe des « frictions administratives » et des restrictions de facto.
 3. Toutefois, un dispositif de sauvegarde est prévu car si les banques centrales de la Zone Franc peuvent recourir sans limitation aux avances du Trésor français, cette possibilité doit revêtir un caractère exceptionnel.

pays. Une approche à deux voies « fast-track » (voie accélérée) a donc été adoptée pour la concrétisation du PCMC. Ainsi, le sommet de Bamako en 2000 a vu la création de la Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) dont le mandat était de créer une Banque centrale commune et de lancer

une monnaie commune en 2003. La fusion entre l'UEMOA et la ZMAO était initialement prévue en 2004. L'Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) a été créé en 2001 pour entamer les travaux préparatoires devant aboutir au lancement d'une monnaie unique et d'une banque centrale commu-

ne de la ZMAO. Le programme de la ZMAO a ensuite essuyé plusieurs reports successifs (2003, 2005, 2009 et 2013) en raison principalement de l'incapacité des membres à respecter les critères de convergence.

Tableau 1 : Instituts d'émission et monnaies des pays africains de la CEDEAO

PAYS	INSTITUT D'ÉMISSION	MONNAIE	RÉGIME DE CHANGE
Bénin - Burkina Faso - Côte d'Ivoire Guinée-Bissau - Mali - Niger Sénégal - Togo	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)	Franc Communauté financière africaine (XOF)	Parité fixe avec l'euro 1 € = 655,957 XOF
Guinée	Banque centrale de la République de Guinée	Franc Guinéen (GNF)	Parité flexible 1 € = 9.325,92 GNF
Sierra Leone	Banque de Sierra Leone	Léone (SLL)	Parité flexible 1 € = 5.786,61 SLL
Ghana	Banque du Ghana	Nouveau Cedi (GHS)	Parité flexible 1 € = 3,02097 GHS
Liberia	Banque Centrale du Liberia	Dollar libérien (LRD)	Parité flexible 1 € = 108,607 LRD
Nigeria	Banque Centrale du Nigeria	Naira (NGN)	Parité flexible 1 € = 210,561 NGN
Cap Vert	Banque Centrale du Cap Vert	Escudo (CVE)	Fixe euro 1 € = 110,265 CVE
Gambie	Banque Centrale de la Gambie	Dalasi (GMD)	Parité flexible 1 € = 50,2483 GMD

Source : OANDA

2. Stratégie monétaire de la CEDEAO et processus de convergence

Bénéfices attendus de la monnaie unique

Les bénéfices attendus de la monnaie unique au sein de la CEDEAO sont multiples. Cette stratégie vise principalement au renforcement de l'intégration régionale à travers notamment l'amélioration des échanges commerciaux et à la réduction de l'inflation. L'accélération des échanges intra-zone est attendue grâce à la diminution des coûts de transaction et à la fin de l'incertitude liée aux taux de change. En effet, la diminution des coûts de transaction occasionnée directement par l'adoption d'une monnaie unique favorise en principe les échanges commerciaux à l'intérieur de la zone. Par ailleurs, la stabilité des taux de change réels permet des économies d'échelles favorables au développement des activités productives : la limitation de l'incertitude dont souffraient les agents dans leurs relations internationales est favorable à l'investissement et au commerce. Par ailleurs, une union monétaire peut être adoptée en raison de la discipline anti-inflationniste qu'elle suppose. La fixité du taux de change est alors utilisée comme une contrainte externe que s'impose le

pays pour réussir la stabilisation monétaire et acquérir une solide crédibilité de sa monnaie.

Coûts relatifs à la monnaie unique

Un premier inconvénient de la monnaie unique est le recours limité au droit de seigneurage, revenu direct qui découle de l'émission d'une monnaie. Il est égal au montant de monnaie fiduciaire émis (moins ses coûts de fabrication, de mise en circulation et d'entretien) auquel s'ajoutent les intérêts de refinancement du système bancaire. Si l'Union monétaire ne supprime pas le droit de seigneurage, elle en limite cependant l'ampleur et restreint son utilisation. Le second inconvénient réside dans la perte de l'outil monétaire face aux chocs asymétriques. En effet, la fixité du taux de change empêche, par définition, l'amortissement d'un choc par l'ajustement du taux de change nominal. Cette perte de l'outil monétaire doit donc être compensée par le recours aux transferts alourdissant la contrainte budgétaire. Sans ces transferts, les pays peuvent se retrouver sans possibilités d'amortissement face à un choc et l'ajustement s'effectue alors au niveau réel sur la croissance et l'emploi.

Processus de convergence

La convergence économique est un aspect fondamental du programme de coopération monétaire de la CEDEAO. En plus de faciliter la coordination des politiques monétaires, elle offre l'opportunité d'assurer une stabilité macroéconomique, garantissant ainsi le pouvoir d'achat de la future monnaie unique. Par conséquent, conformément au besoin de convergence des économies de la sous-région, certains indicateurs ont été adoptés, qui exigent des États membres le respect des critères retenus afin de résorber leurs déséquilibres et de créer un environnement propice pour une intégration monétaire réussie.

Stratégie monétaire de la CEDEAO

Pour assurer le respect des critères de convergence, le Conseil d'État et de Gouvernement de la CEDEAO a établi un mécanisme de surveillance multilatérale en 2001 pour veiller à la réalisation du niveau de coordination le plus étroit des politiques économiques.

Cette mesure repose sur le fait que la coordination des politiques économiques et leur convergence sont des prérequis pour la création d'une union économique et monétaire réussie.

Tableau 2 : Critères de convergence en CEDEAO

CRITÈRES UEMOA	SEUIL	CRITÈRES ZMAO	SEUIL
Critères de 1^{er} rang			
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	≥ 0	Solde fiscal/PIB	≤ 4%
Taux d'inflation annuel	≤ 3%	Financement du déficit par la Banque Centrale/revenus fiscaux de l'année précédente	≤ 10%
Encours de la dette publique (en % du PIB)	≤ 70%	Taux d'inflation annuel	< 10%
Accumulation des arriérés (extérieurs et intérieurs)	= 0	Réserves brutes en mois d'importations	≥ 3
Indicateurs de 2nd rang			
Masse salariale/recettes fiscales	≤ 35%	Accumulation des arriérés internes	= 0
Investissements publics/recettes fiscales	≥ 20%	Revenus fiscaux/PIB (Taux de pression fiscale)	≥ 20%
Solde extérieur courant de base (en % PIB)	≥ 5%	Masse salariale/recettes fiscales	≤ 35%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	Investissements publics/recettes fiscales	≥ 20%
Taux de couverture extérieur de la monnaie par les avoirs de change	≥ 20%	Taux d'intérêt réel	≥ 0
		Taux de change réel	Stable (± 15%)

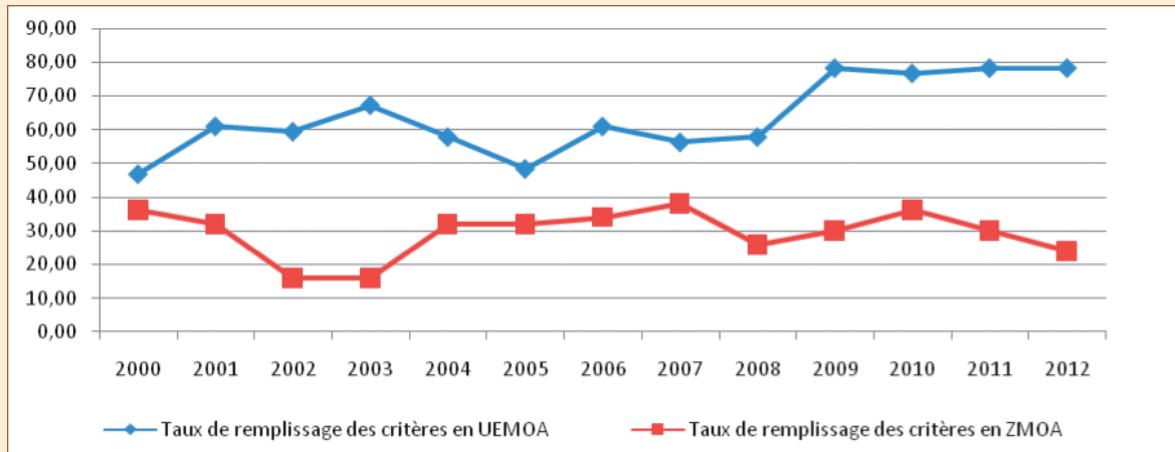
Source : CEDEAO

Elle s'exerce à travers un suivi continu par les institutions établies telles que le Conseil de Convergence, le Comité Technique de Suivi et le Secrétariat conjoint AMAO-CEDEAO. Ces dispositifs, plus avancés en UEMOA⁴, fonctionnent encore partiellement en ZMAO de par leur mise en place récente et des volontés politiques nationales se révélant parfois antagonistes.

L'étude de la BCEAO (Diop, 2001) atteste de l'existence d'un processus de convergence nominale et d'une absence de convergence réelle dans les économies de la CEDEAO. La convergence est reflétée globalement par une diminution de la dispersion des taux d'inflation et des ratios de déficit budgétaire au PIB. Plus récemment, l'étude de Semedo et Tanimoune (2013) conclut à une tendance de

convergence vertueuse de l'inflation moyenne en CEDEAO, cette dernière montrant une évolution à la baisse vers la norme communautaire de 5 %. Toutefois, près de la moitié des 15 pays de la CEDEAO présentent encore des variabilités relatives des prix plutôt amplificatrices.

Graphique 1 : Taux de remplissage des critères de convergence en CEDEAO



Source : Comités de Convergence, UEMOA, CEDEAO

3 Enjeux et perspectives de la monnaie unique en zone CEDEAO

Le nouveau calendrier

Actuellement le nouveau calendrier de mise en place de la monnaie unique en zone CEDEAO obéit toujours à la même logique du PCMC mais avec des échéances reportées : en 2015 les pays de la ZMAO adoptent leur monnaie commune et en 2020, la ZMAO et l'UEMOA fusionnent en vue de former une zone monétaire unique à l'échelle de la CEDEAO. Le Cap Vert et le Libéria⁵ doivent également rejoindre cette zone.

Optimalité de l'élargissement ?

Concernant l'opportunité d'élargissement, plusieurs études ont simulé la création d'une union monétaire entre les pays de la CEDEAO. Elles proposent un cluster analysis (Tsangarides et Qureshi, 2008 ; Benassy-Quéré et Coupet, 2003) ou une analyse des coûts en étudiant les fluctuations subies suite à un choc⁶ (Ka, 2013 ; Houssa, 2008 ; Debrun, Masson et Pattillo, 2002).

Les résultats de ces différentes études convergent. L'UEMOA et les pays de la ZMAO forment une zone non hétérogène subissant de nombreux chocs externes asymétriques, sources d'instabilité. Les chocs de demande au sein de la ZMAO montrent des comportements différents tandis qu'au sein de l'UEMOA ces chocs sont plus similaires reflétant l'existence préalable de l'Union. La fusion est jugée

économiquement indésirable pour les pays de l'UEMOA mais se révèle intéressante pour ceux de la ZMAO, surtout si la fusion est réalisée sans le Nigeria⁷. Ces résultats s'expliquent par le fait que La ZMAO ne remplit pas les critères de zone monétaire optimale. Le problème principal provient du Nigeria qui connaît de fortes distorsions fiscales et dont les termes de l'échange sont très différents de ceux des autres pays.

Un autre résultat indique que les pays africains de la Zone franc (UEMOA et CEMAC) bien qu'ils ne constituent pas une zone monétaire optimale, représentent un espace ayant un degré d'hétérogénéité supérieur à celui de la CEDEAO. Toutefois la fusion de ces deux unions monétaires n'est pas envisagée politiquement.

Quel régime de change ?

Il ne suffit pas d'avoir une monnaie unique. La question du régime de change, qui désigne l'ensemble des règles par lesquelles un pays ou un ensemble de pays organisent la détermination des taux de change, est également fondamentale. Il faut décider ce qui est le mieux pour l'ensemble des pays vis-à-vis du reste du monde. Le choix du régime implique de prendre en compte tous les aspects du bien-être économique et social (niveau de dette, commerce, inflation, croissance, etc.).

Ainsi, la future monnaie unique pourra flotter par rapport aux devises internationales, ou bien être liée à celles-ci par un taux de change fixe, ou encore varier par rapport à un panier de devises à définir.

Le Nigeria semble être le seul pays de la CEDEAO ayant la capacité à soutenir la monnaie unique, compte tenu de son poids économique et financier dans la zone et de l'expérience de sa banque centrale dans la gestion d'une monnaie indépendante. Vu le poids de l'agriculture dans la croissance économique de la zone, le choix du taux de change est une question importante. La monnaie unique doit servir à protéger le potentiel industriel et agricole de la zone et dans ce sens, la politique de change devra être liée à la politique commerciale afin de limiter le risque de syndrome hollandais, l'impact des fluctuations internationales des termes de l'échange et l'instabilité des recettes agricoles en raison de très fortes fluctuations des prix domestiques.

L'idée d'une monnaie-marchandise ou étalon-marchandise est ainsi mise en avant. Le taux de change de la monnaie est défini non pas par rapport à une devise internationale mais par rapport au cours des principales matières premières exportées par les pays de la CEDEAO. Reste à savoir quels produits choisir comme référence pour l'étalon.

Ainsi, la mise en place de la monnaie unique au sein de la CEDEAO doit encore résoudre de nombreux problèmes avant d'être effective, notamment celui de la convergence de ces économies. Mais la volonté politique semblant être désormais assurée, les pays doivent poursuivre avec acuité le renforcement de la surveillance multilatérale des critères de convergence et leurs réflexions sur l'orientation de leur régime de change.

4. La surveillance multilatérale des critères de convergence existe déjà en UEMOA depuis 1999 dans le cadre de la Zone franc.

5. L'Escudo cap-verdien est ancré à l'euro et le gouverneur de la Banque centrale du Liberia vient officiellement de demander l'adhésion de son pays à l'UEMOA.

6. Les chocs simulés sont des chocs de demande et/ou d'offre et/ou des termes de l'échange. Les coûts sont d'autant plus élevés si les chocs sont asymétriques et si les mécanismes de marchés sont lents pour restaurer l'équilibre.

7. L'étude de Benassy-Quéré et Coupet « supporte » une union monétaire entre la ZMAO et l'UEMOA mais sans le Nigeria. L'étude de Tsangarides et Qureshi, qui utilise la même méthodologie cinq ans plus tard, conclue au même résultat en excluant également le Ghana.

Nouvelles d'AFRISTAT

Visites

■ Visite du Directeur Général Adjoint à l'INSEE

Le 8 octobre 2013, M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT a effectué une visite à l'INSEE pour s'informer sur le cadre d'assurance de la qualité et sur la mission de cette institution au sein du Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) de France. Durant cette

mission, des échanges techniques ont eu lieu avec M. Benoît Rouppert et Mme Carla Saglietti respectivement Chef de l'Unité Qualité et Chef de mission au CESE.

Sur un plan plus stratégique, le Directeur Général Adjoint a discuté de la situation actuelle et des pers-

pectives de collaboration entre AFRISTAT et l'INSEE. Sous la coordination de l'équipe de la Division Appui Technique International, ont participé à ces échanges, M. Jean Pierre Cling du Ministère des Affaires Étrangères, M. Raoul Depoutot et Mme Nicole Manon de l'INSEE.

■ Visite de la délégation de l'OEF du Togo

Une délégation de l'Observatoire de l'emploi et de la formation professionnelle (OEF) de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) du Togo conduite par son Directeur, M. Kokouvi Abbey, a effectué le jeudi 7 novembre 2013, une visite d'études à AFRISTAT. Cette visite va aider l'OEF à mieux concevoir

son plan stratégique opérationnel de travail. Elle a également permis de répondre aux différentes préoccupations techniques des membres de la délégation. Au terme des échanges, il a été recommandé à la délégation de renforcer la collaboration avec les autres structures du système statistique national, en

particulier avec la DGSCN afin que cette dernière intègre les besoins d'appuis techniques de l'OEF dans le programme d'intervention d'AFRISTAT en faveur du Togo. La mission a reçu l'assurance d'un soutien technique constant d'AFRISTAT à ses activités en cas de besoin.

Arrivée

■ Mlle Rokiadou Samaké de nationalité malienne, titulaire d'un Master II en Économie quantitative et Décision Stratégique de l'Université Lumière Lyon, 2 occupe à AFRISTAT le poste de consultant pour la collecte et la diffusion de données conjoncturelles et structurelles depuis le 16 septembre 2013.

Elle assure la collecte, la saisie et la diffusion des données statistiques à partir de la base de données d'AFRISTAT (AFRILDB). Elle est chargée également

de l'alimentation du portail de données (Data Portal) d'AFRISTAT.

■ MM. Tabo Symphorien Ndong et Yankhoba Jacques Badji, ont pris service à AFRISTAT le 4 novembre 2013 dans le cadre du programme PRCS - BAD III, respectivement en qualité de consultant en comptabilité nationale et de consultant en statistiques de prix. Les deux experts de nationalités

tchadienne et sénégalaise ont eu déjà à exercer les mêmes fonctions dans le PRCS-BAD II qu'AFRISTAT a piloté de 2009 à 2012.

■ M. Ibrahim Abidina de nationalité malienne, titulaire d'un DESS en finances, comptabilité et contrôle de l'Université de Ouagadougou a pris fonction à AFRISTAT le 2 décembre 2013 en tant que agent comptable du Projet IHPC-UEMOA extension.

Activités de la Direction Générale

Réunions statutaires

Le Conseil des Ministres d'AFRISTAT a tenu sa 23^e session ordinaire le 2 octobre 2013 à Paris (France) sous la présidence de SEM Soares Sambu, Ministre de l'Économie et de l'Intégration Régionale de Guinée-Bissau, Président dudit Conseil.

Les travaux du Conseil ont porté sur les questions relatives à la gestion courante de l'organisation, à la mise en œuvre du plan d'action 2013 au 30 juin 2013 ainsi que sur la mise en œuvre des décisions de sa 22^e session. Le Conseil des Ministres a exprimé sa satisfaction à la Direction générale pour les

résultats obtenus.

Il a en outre adressé ses vifs remerciements aux partenaires techniques et financiers d'AFRISTAT, pour l'assistance qu'ils apportent au développement de la statistique dans les États membres.

Cette session a été précédée de la 28^e réunion du Comité de direction d'AFRISTAT et de la 18^e réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT qui se sont tenues respectivement les 25 et 26 septembre 2013 et le 23 septembre à Bamako (Mali).

En plus des questions relatives à la gestion de l'ins-

titution, les réunions du Conseil des Ministres et du Comité de direction ont examiné la situation des contributions au Fonds AFRISTAT 2006-2015 et les propositions de reconstitution du Fonds AFRISTAT 2016-2025.

Concernant le Fonds AFRISTAT 2016-2025, le Conseil des Ministres a approuvé la répartition des contributions et a demandé aux États membres de tout mettre en œuvre pour l'alimentation effective de ce Fonds afin de permettre à l'Observatoire d'atteindre les objectifs fixés pour l'horizon 2025.

Séminaire de comptabilité nationale

AFRISTAT a organisé du 14 au 18 octobre 2013 à Douala au Cameroun, un séminaire de comptabilité nationale sur le thème « Bonnes pratiques et principales utilisations - Stratégie de mise en œuvre du SCN 2008 ».

Le séminaire a vu la participation des comptables nationaux des États membres d'AFRISTAT, les Commissions économiques et les banques centrales de la sous-région. Y ont également pris part, la Direction de la prévision de la Mauritanie, la Banque africaine de développement (BAD), Eurostat/TRA-

SYS, AFRITAC du Centre et de l'Ouest et l'INSEE.

À l'issue des travaux, les résultats suivants ont été atteints :

- les capacités d'organisation et de conduite d'une campagne des comptes nationaux des participants sont améliorées ;
- les pays sont sensibilisés sur la nécessité de mettre en place certains outils et de produire certains indicateurs en vue d'améliorer la qualité des comptes nationaux ;
- les participants sont instruits sur les consé-

quences méthodologiques de la mise en œuvre des nouveautés du SCN 2008 ;

- les participants sont instruits sur l'utilisation des comptes nationaux dans le cadre des matrices de comptabilité sociale (MCS) et des modèles d'équilibre général calculable (MEGC) ;
- les participants sont informés sur les nouveaux outils du module ERETES et formés à leur utilisation.

Projet d'extension de la couverture géographique de l'indice harmonisé des prix dans les États de l'UEMOA

■ Dans le cadre de ce projet, s'est tenu à Bamako, du 9 au 13 décembre 2013, un atelier de recyclage des experts en statistique des prix sur l'utilisation de l'application Phoenix-UEMOA.

■ M. Claude Tchamda, expert en statistique des prix a effectué une mission à Ouagadougou du 16

au 20 décembre 2013. Cette mission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'extension de la couverture géographique de l'indice harmonisé des prix dans les États de l'UEMOA. L'objectif était la validation du plan d'enquête et l'étude/élaboration des pondérations pour l'Indice national harmonisé des prix à la consommation du Burkina

Faso. Les 13 régions administratives du Burkina Faso ont été regroupées en 5 « régions économiques » et la principale source utilisée pour les pondérations est l'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages (EICVM 2009-2010).

Séminaires du second semestre sur la conjoncture et les prévisions à court terme 2013-2014 en Afrique centrale et en Afrique de l'ouest

AFRISTAT et les Commissions de l'UEMOA et de la CEMAC, ont organisé les séminaires traditionnels sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme du second semestre 2013 au profit des États membres. Ces séminaires se sont déroulés respectivement du 7 au 11 octobre 2013 à Douala pour l'Afrique centrale et du 11 au 15 novembre 2013 à Ouagadougou pour l'Afrique de l'ouest. Ils ont permis de dégager une orientation cohérente de la conjoncture économique régionale au second semestre 2013 et ses perspectives à court terme pour 2014, et de renforcer les capacités des partici-

pants dans les domaines de la prévision et de l'analyse conjoncturelle. Ces séminaires ont été animés par les experts des deux commissions, d'AFRISTAT, de l'INSEE, de la CEA, de la BCEAO et de la BEAC. À la demande des États membres, le thème central choisi a porté sur des sujets d'ordre pédagogique notamment l'élaboration d'un diagnostic conjoncturel international. Le programme de travail des séminaires était défini autour de quatre sessions à savoir : (i) le diagnostic conjoncturel international (ii) la conjoncture au second semestre 2013 et les prévisions 2014 dans les États, (iii) la conjoncture éco-

nomique vue par les organisations sous-régionales et internationales, (iv) la synthèse de la conjoncture économique du second semestre 2013 et les prévisions 2014. Ces échanges ont débouché sur l'élaboration d'une note de synthèse qui présente l'état de la conjoncture économique de chacune des deux sous-régions et le cadrage macroéconomique pour les années 2013 et 2014. Les points saillants des discussions sont disponibles sur le site internet d'AFRISTAT : www.afristat.org

Programme multilatéral de Renforcement des Capacités Statistiques des PMR de la BAD (PRCS-BAD)

Conformément au protocole d'accord signé entre d'une part, AFRISTAT et la BAD et d'autre part, entre AFRISTAT et les pays relevant de sa coordination, des virements ont été effectués à la plupart de ces pays qui ont rempli les conditions préalables pour le transfert des fonds qui leur sont alloués dans le cadre du Programme de renforcement des capacités statistiques des pays membres régionaux pour le suivi des OMD et mesure des résultats - phase 3

(PRCS BAD III). Sur un montant total 2 065 477 USD à transférer, 85 % des fonds ont été mis à la disposition des coordinations nationales afin de leur permettre de démarrer les activités programmées. Au niveau d'AFRISTAT, les consultants de long terme en comptabilité nationale et en statistique des prix ainsi que l'assistante en collecte et diffusion des données statistiques et le comptable ont pris fonction.

Par ailleurs, AFRISTAT a effectué des missions de supervision dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Cap vert, Côte d'Ivoire et Togo. Ces missions ont permis de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de gestion mis en place, d'apporter des appuis conseils en matière de procédures de la Banque africaine de développement pour l'acquisition des biens et des services et d'accélérer la mise en œuvre des activités dans les pays visités.

Programme d'Appui Institutionnel au Togo

Les activités programmées dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième Projet d'Appui Institutionnel (PAI 2) à l'État togolais se poursuivent normalement. Parmi les quatre résultats attendus du Volet 3 « appuis à la statistique », trois ont été obtenus : (i) le Conseil national de la statistique est installé et a démarré ses activités, (ii) le Programme pluriannuel 2011-2013 est actualisé et adopté, (iii) la feuille de route pour l'élaboration de la deuxième SNDS est adoptée.

Les activités présentement en cours concourent à l'obtention du quatrième résultat attendu qui est la

réalisation de l'étude visant la transformation de la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale en Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED).

Dans ce processus deux documents importants ont été finalisés : l'organigramme et le règlement intérieur de l'Inseed. Un Comité de haut niveau mis en place dans le nouveau dispositif de suivi du projet pour la validation des documents du futur INSEED, présidé par le Ministre en charge de la statistique, a validé l'organigramme.

Signalons que la date d'achèvement de l'intervention d'AFRISTAT prévue pour le 31 décembre 2013 est reportée au 31 mars 2014 pour deux principales raisons : tenir compte du temps nécessaire pour la réalisation du manuel de procédures administratives, comptables et financières et du règlement financier de l'INSEED d'une part et d'autre part du souci d'impliquer en amont certaines administrations publiques qui auront leur mot à dire au moment de l'adoption des propositions de l'étude pour la mise en place de l'INSEED. Un avenant au contrat a été signé dans ce sens.

Projet de renforcement des capacités institutionnelles (PRCI) COMORES

Du 16 au 26 septembre 2013, une mission d'AFRISTAT composée de M. Tchamda Claude, expert en statistiques des prix, et de MM. Enoch Moïse Georges et Sory Ibrahima, respectivement Consultant en statistique des prix et Consultant en Comptabilité nationale a séjourné à Moroni dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de renforcement des capacités institutionnelles (PRCI) de l'Union des

Comores. L'objectif principal de cette mission était double : (i) finaliser et compléter les travaux réalisés par les homologues nationaux depuis les missions de mars 2013, et (ii) superviser la préparation des documents pour la réunion de validation de l'ensemble des résultats de la composante statistique de ce projet, par les partenaires techniques et financiers nationaux et internationaux du projet présents dans la

période à Moroni ou leurs représentants locaux. Les résultats de l'ensemble du projet ont été validés au cours de cette réunion. Toutefois, pour la Comptabilité nationale et compte tenu du grand écart entre les comptes suivant le nouveau système (SCN 93) et l'ancien (SCN68), il a été recommandé d'élaborer d'autres années de compte avant de rechercher la validation « politique ».

Projet LMIS-AFRISTAT phase II

Au cours de la période sous revue, une série de missions a été effectuée par l'expert régional en système d'information sur le marché du travail (SIMT)

■ Les 24 et 25 octobre 2013, AFRISTAT a été représenté, par l'expert régional en SIMT, à l'atelier de validation du plan d'action opérationnel pour la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi au Mali.

■ Du 11 au 15 novembre 2013, l'expert régional d'AFRISTAT a effectué une mission de partage d'expérience sur le développement d'un système d'in-

formation sur le marché du travail (SIMT) à Port-au-Prince, Haïti. La mission comportait deux volets. Durant les 3 premiers jours, l'expert régional a eu des séances de travail avec l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) pour faire des observations sur les outils de collecte d'informations auprès des employeurs en Haïti puis de partager les expériences d'AFRISTAT en matière de développe-

ment d'un SIMT. Ensuite, le représentant d'AFRISTAT a présenté au cours d'un atelier de deux jours sur la problématique de l'emploi en Haïti trois communications : sur les indicateurs de travail décent, sur le Projet LMIS et enfin sur les expériences africaines en matière d'enquête sur l'emploi. Ce partage d'expérience peut déboucher sur des appuis techniques d'AFRISTAT à l'IHSI.

Renforcement des capacités techniques des experts d'AFRISTAT

■ MM. Siriki Zanga Coulibaly, Ousman Koriko, Roland Ngampana, respectivement experts en analyse de la pauvreté, en enquêtes auprès des ménages et en statistiques d'entreprises, ont participé, du 18 au 23 novembre 2013, à Paris (France), dans les locaux de l'INSEE, à un atelier de formation sur les techniques approfondies de sondage. Cette formation s'inscrit dans le cadre d'un programme triennal de renforcement des capacités des experts

d'AFRISTAT (2013-2016) financé par le Fonds CESD-statisticien pour le développement et animée par des cadres de l'INSEE. Trois autres participants en provenance des INS de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie ont également participé à cette formation

■ Les 21-25 octobre et 16-25 décembre 2013, M. Siriki Coulibaly a effectué deux missions, à Yaoundé (Cameroun), dans le cadre de la formation des for-

mateurs dans le domaine des statistiques environnementales et du changement climatique. Au terme de ces missions, les participants ont finalisé les différents supports pédagogiques de la formation réelle. Ces formations se sont déroulées sous forme de face à face : deuxième et quatrième. Y ont participé, des représentants de l'ISSEA, de l'IFORD et d'autres administrations camerounaises.

Mise en œuvre de la Convention avec le Conseil économique et social du Gabon

■ Du 7 au 11 octobre 2013 M. Pascal Silété-Adogli, expert en planification stratégique et gestion axée sur les résultats a effectué une mission auprès du CES pour former les experts de l'Observatoire du CES. Cette formation a permis aux 16 auditeurs d'avoir une base méthodologique minimale en planification stratégique et gestion axée sur les résultats, nécessaire pour mieux appréhender le processus d'élaboration et de suivi évaluation des plans d'action, des programmes de travail et des rapports d'activité axés sur les résultats.

Plan d'action de l'appui d'AFRISTAT pour la mise en place de l'Observatoire, ils ont été initiés à la méthode de confection d'un tel outil de gestion. Les travaux du séminaire-atelier ont été sanctionnés par une évaluation dont les résultats ont montré qu'en moyenne 80 % des participants se sont déclarés satisfaits par rapport aux modalités suivantes : pertinence des thèmes, participation, clarté et compréhension des exposés.

Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, a été réalisée auprès du Conseil économique et social du Gabon pour accompagner cette institution à l'opérationnalisation de son Observatoire. À l'issue de l'exécution de cette mission, les résultats suivants ont été obtenus :

- le projet de plan d'action 2014-2015 est élaboré ;
- les grandes lignes de budget qui en découlent ont été définies ;
- les contacts entre l'Observatoire du CES et la Direction générale des statistiques ont été établis.

■ Du 25 au 29 novembre 2013, une mission d'AFRISTAT, conduite par M. Oumarou Elhadji

Autres activités d'AFRISTAT

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Bénin

■ M. Bruno Magloire Nouatin, expert en statistiques démographiques, a effectué du 25 au 29 novembre 2013, une mission d'appui technique à l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) pour l'élaboration des indicateurs du genre à partir du paquet minimum des indicateurs du genre retenu par les Nations unies. Cette mission a permis de prendre contact avec le point focal, d'identifier les bases de données disponibles, de démarrer la production des indicateurs et d'établir un chronogramme. Au cours de cette mission quarante-quatre indicateurs sur soixante-quinze ont été produits.

Burkina Faso

■ Dans le cadre des appuis aux INS, M. Madior Fall, expert en statistiques sociales, a animé du 2 au 6 décembre 2013 un atelier de formation en analyse des données des enquêtes statistiques avec le logiciel STATA à l'INSD du Burkina Faso. Cet atelier s'est déroulé à Koudougou et a permis à 16 cadres de l'INSD d'être formés en analyse et en utilisation du logiciel STATA.

■ M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique et Coordonnateur du département des appuis stratégiques et de la diffusion, a animé du 9 au 13 décembre 2013 à Ouagadougou, un atelier de formation des cadres du système statistique du Burkina Faso à l'utilisation du logiciel CSPro pour l'élaboration d'applications de saisie de données statistiques. L'atelier a regroupé une vingtaine de cadres qui ont été initiés aux techniques de base d'élaboration des masques de saisie contrôlée.

■ M. Bruno Magloire Nouatin, expert en statistiques démographiques, a effectué du 9 au 14 décembre 2013, une mission d'appui technique à l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) pour l'élaboration des indicateurs du genre à partir du paquet minimum des indicateurs du genre retenu par les Nations unies. Cette mission a permis de prendre contact avec le point focal, d'identifier les bases de données disponibles, de démarrer la production des indicateurs et d'établir un chronogramme. Au cours de cette mission cinquante et un indicateurs sur soixante-quinze ont été produits et l'analyse de ces indicateurs a démarré conformément au plan d'analyse proposé.

Burundi

■ Dans le cadre d'un contrat de prestation de service signé entre AFRISTAT et le projet de renforcement des capacités de l'administration (PRECA) du

Burundi, les experts en enquêtes auprès des ménages et en statistiques de prix, ont effectué du 30 septembre au 11 octobre 2013, une mission à Bujumbura pour appuyer la formation des formateurs de l'enquête sur les conditions de vie des ménages du Burundi (ECVMB).

Cette mission a permis d'appuyer l'expert résident installé par AFRISTAT à Bujumbura pour : i) former les formateurs sur les concepts et les outils de collecte des données des volets sur le secteur informel, la consommation des ménages et les prix des biens et services de l'ECVMB, ii) améliorer les outils techniques de l'enquête et iii) appuyer l'ISTEEBU pour le tirage de l'échantillon des ménages à enquêter.

Congo

■ MM. Siriki Zanga Coulibaly et Eric Ramilison, respectivement expert en analyse de la pauvreté et expert régional du projet LMIS ont effectué du 29 septembre au 11 octobre 2013, une mission d'appui technique à l'INS, en vue du traitement et de l'analyse des données de la deuxième enquête sur l'emploi et le secteur informel réalisée en 2012. Au terme de la mission, les tableaux d'analyse des deux phases de l'enquête (emploi, secteur informel) ont été produits, les équipes d'analystes ont été formées sur les techniques d'analyse des données d'enquêtes et les premiers chapitres rédigés ont bénéficié des observations des experts d'AFRISTAT.

Djibouti

■ Dans le cadre de la mise en œuvre du PRCS-BAD III et des appuis directs aux États membres d'AFRISTAT, une mission d'assistance technique en comptabilité nationale conduite par M. Tabo Symphorien a séjourné à Djibouti du 16 au 20 décembre 2013. La mission a permis de réconcilier les données série de décomposition du PIB 2005-2011 avec les statistiques officielles ; de finaliser le rapport-pays 2011 et de présenter de manière détaillée le module ERETES aux comptables nationaux de Djibouti. L'outil a été positivement apprécié et une réflexion pour son implantation à Djibouti est lancée par la DISED.

Guinée-Bissau

■ M. Oumarou Elhadji Malam Soule, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques a séjourné à Bissau du 16 au 20 décembre 2013 dans le cadre de la poursuite du processus d'élaboration de la SNDS.

Cette mission a permis de faire l'analyse des documents existants et d'identifier les besoins nécessaires pour un bon déroulement des travaux, de proposer un programme de travail pour la finalisation de la SNDS et d'appuyer la définition de la

vision, de la mission et des axes stratégiques ainsi que l'élaboration du plan d'action de la SNDS.

Mali

■ La Direction générale d'AFRISTAT et l'Institut national de la statistique du Mali ont organisé du 27 au 29 novembre 2013 à Bamako, un atelier de formation à l'évaluation de la qualité des données statistiques à l'attention d'une trentaine de cadres du système statistique malien dans le cadre de la commémoration de la journée africaine de la statistique 2013.

L'atelier a été animé par les experts d'AFRISTAT. Il a permis d'initier les cadres maliens aux techniques et approches d'évaluation des différentes dimensions de la qualité en matière statistique.

■ Du 30 octobre au 1^{er} novembre 2013, s'est tenu au Centre de Perfectionnement et de Reconversion de l'ANPE, le premier Atelier technique sur les Concepts, les méthodes et les outils de suivi du secteur informel au Mali. Cet atelier a été organisé par la Direction Nationale de l'Emploi (DNE) en collaboration avec le Centre d'Études et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer (CERCAP). M. Madior Fall, expert en statistiques sociales, y a représenté AFRISTAT.

Mauritanie

■ L'expert en enquêtes auprès des ménages a effectué du 3 au 7 novembre 2013 à Nouakchott, une mission d'appui technique à la préparation d'une enquête permanente sur les conditions de vie des ménages. La mission a eu pour objectif de proposer : i) des scénarii d'arrimage entre l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCV) dont l'objectif est l'évaluation de la pauvreté et l'enquête budget consommation (EBC) qui vise le calcul des coefficients de pondération d'un indice harmonisé de prix à la consommation (IHPC) et ii) l'adaptation des outils de collecte pour répondre au mieux à l'arrimage des deux types d'enquêtes.

Niger

■ M. Bruno Magloire Nouatin, expert en statistiques démographiques, a effectué du 4 au 8 novembre 2013, une mission d'appui technique au Niger pour l'élaboration des indicateurs du genre à partir du paquet minimum des indicateurs du genre retenu par les Nations unies. Cette mission a permis de désigner le point focal pour l'organisation du travail, d'identifier les bases de données disponibles, de démarrer la production des indicateurs et d'établir un chronogramme. Au cours de cette mission, trente-quatre indicateurs sur soixante-quinze ont été produits et le plan d'analyse de ces indicateurs a été proposé.

Sao Tomé et Principe

■ Une mission d'AFRISTAT effectuée par M. Yankhoba Jacques Badji, Consultant long terme en statistiques des prix s'est rendue à l'Instituto Nacional de Estatística (INE) de Sao Tomé et Principe du 16 au 29 décembre 2013. L'objectif de la mission est d'appuyer et renforcer les capacités de l'INE de la République de Sao Tomé & Principe dans le processus de mise en place d'un indice des prix à la consommation (IPC). Elle s'inscrit dans le cadre de la poursuite des activités réalisées au cours de la mission d'AFRISTAT du 26 novembre au 6 décembre 2012, qui avait permis de calculer les coefficients de pondérations et de lancer les bases des travaux futurs.

La mission a poursuivi les travaux sur les pondérations pour les affiner. Elle a formé le personnel en charge de l'IPC à l'INE de Sao Tomé à la description des produits, leur classification selon la

« Classificação de Consumo Individual por Objectivo » (CCIO) et le type de variétés et à l'utilisation de l'application CHAPO pour l'initialisation de l'indice. Les fichiers des variétés, des points de vente et des séries ont été préparés en format Excel. Les travaux d'initialisation de l'indice ont été entamés au cours de la mission en vue de la collecte des prix de base à partir de janvier 2014. Un programme des activités à mener au courant de l'année 2014 a été dressé.

Togo

■ Dans le cadre du renforcement des capacités des cadres des INS dans la gestion des bases de données bibliographiques, Mme Boukenem Fatima Diallo, experte chargée de la communication et de la documentation, a animé du 25 au 30 novembre 2013 un atelier de formation sur le logiciel PMB à la Direction Générale de la Statistique et de la

Comptabilité Nationale (DGSCN). Cet atelier a permis de former 13 cadres dont 10 documentalistes et 3 informaticiens dans la gestion d'un centre de documentation avec le logiciel PMB.

■ M. Claude Tchamda, expert en statistique des prix a séjourné à Lomé du 23 au 27 décembre 2013. Cette mission entre dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'extension de la couverture géographique de l'indice harmonisé des prix dans les États de l'UEMOA. L'objectif de la mission était la validation du plan d'enquête et l'étude/élaboration des pondérations pour l'Indice national harmonisé des prix à la consommation du Togo. Les 6 régions administratives du Togo ont été regroupées en « 5 régions économiques » et la principale source utilisée pour les pondérations est le Questionnaire des Indicateurs de Base du Bien-être (QUIBB2011).

Activités internationales

■ Au cours du 13^e Forum économique international sur l'Afrique qui avait pour thème : « Tirer parti des ressources naturelles pour la transformation économique » qui s'est déroulé le 7 octobre 2013 à Paris, AFRISTAT était représenté par M. Paul-Henri Nguema Meyé, Directeur Général Adjoint. Cette réunion organisée par l'OCDE en collaboration avec de nombreux autres partenaires était centrée sur la gestion des ressources naturelles, la diversification économique et une meilleure intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

■ Du 17 au 19 octobre 2013, M. Paul-Henri Nguema Meyé, Directeur Général Adjoint, et M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, ont participé à la réunion organisée à Dakar par l'Union africaine. Cette dernière avait pour but principal d'examiner le projet de plan stratégique 2014-2018 de l'Institut de Statistique et du Centre panafricain de formation statistique de l'Union africaine.

■ M. Madior Fall, expert en statistiques sociales, a participé à Addis-Abeba en Éthiopie, du 08 au 9 novembre 2013, à la réunion technique du comité restreint pour la finalisation des indicateurs de la Charte africaine de la jeunesse et de la stratégie pour le système d'information sur la jeunesse africaine.

■ M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique et Coordonnateur du département des appuis stratégiques et de la diffusion, a représenté AFRISTAT à l'atelier organisé par le Centre africain de la statistique de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique sur le suivi de la mise en œuvre des stratégies nationales de la statistique du 11 au 15 novembre 2013 à Antananarivo.

Au cours de l'atelier, l'expert a présenté quatre communications sur l'état de la mise en œuvre des SNDS et de l'élaboration des SNDS de deuxième génération, l'élaboration d'un business plan de mise en place d'un Institut national de la statistique, la diffusion statistique et la gestion informatique au sein des services statistiques.

■ Le Directeur Général Adjoint, M. Paul-Henri Nguéma Meyé, a participé du 11 au 14 novembre 2013 à trois rencontres organisées à Dakar (Sénégal) par Le Bureau Sous régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest. Ces rencontres se rapportaient :

- les 11 et 12 novembre, à la réunion annuelle du mécanisme sous régional de coordination pour l'appui du système des Nations Unies à l'Union Africaine et à son programme de NEPAD en Afrique de l'Ouest ;
- le 13 novembre, au séminaire sur le renforcement de l'appui institutionnel aux Organisations intergouvernementales (OIG) de l'Afrique de l'Ouest travaillant sur les questions de développement, y compris le genre et l'autonomisation des femmes ;
- le 14 novembre, à l'atelier pour les décideurs et autres parties prenantes sur le renforcement du programme communautaire de développement en zone CEDEAO.

■ À l'occasion des réunions des Comités d'Orientation d'AFRITAC du Centre (AFC) le 19 novembre 2013 à N'djaména (Tchad) et de l'AFRITAC de l'Ouest (AFW) le 22 novembre 2013 à Lomé (Togo), AFRISTAT était représenté par M. Paul-Henri Nguéma Meyé, Directeur Général Adjoint. Dans les deux cas, il a été principalement question d'examiner la mise en œuvre à mi-parcours du programme de travail sur la période du 1^{er} mai 2013 au 30 avril 2014 et des rapports financiers.

■ Les 23 et 24 novembre 2013, M. Oumarou Elhadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, a participé à Addis-Abeba (Éthiopie), à la réunion du groupe de travail restreint de haut niveau pour enrichir et finaliser le projet de plan stratégique 2014-2018 de l'Institut de statistique et du Centre panafricain de formation statistique de l'Union africaine.

■ Mme Emilie Laffiteau, expert macro-économiste a participé à la réunion du groupe des experts pour la mise en place d'un Indice d'intégration régionale pour les pays africains. La réunion organisée par la CEA s'est déroulée les 25 et 26 novembre 2013 à Addis-Abeba en Éthiopie.

■ Dans le cadre d'un partenariat conclu entre AFRISTAT et le Centre International de Formation de l'OIT à Turin en Italie (CIF-OIT), M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages et M. Madior Fall, expert en statistiques sociales ont animé à Turin, du 25 au 29 novembre 2013, un atelier de formation sur la conception d'enquêtes sur la

main-d'œuvre pour mesurer le travail décent. L'atelier a eu pour objectifs spécifiques d'approfondir et d'harmoniser la compréhension des participants sur les points suivants : le cadre conceptuel des indicateurs du travail décent, ii) la planification d'enquêtes dans le cadre des statistiques sur la force de travail, iii) les besoins en matière de collecte de données pour mesurer le travail décent, iv) la présentation du questionnaire prototype pour la mesure de l'emploi et du travail décent et v) les techniques d'échantillonnage. L'atelier a formé une douzaine de cadres en provenance de l'Algérie, du Bénin, du Cameroun, du Gabon, du Mali et du Niger, exerçant dans des structures nationales en charge des questions de l'emploi.

■ M. Emmanuel Ngok, expert en comptabilité nationale, a participé à l'atelier sur la mise en œuvre des nomenclatures économiques et sociales internationales qui s'est tenu du 26 au 29 novembre 2013 à Lomé au Togo. Organisé par le Centre statistique de la Commission Économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), la rencontre avait pour objectif principal de faire le point sur la mise en œuvre des nomenclatures révisées d'activités (CITI rév4) et des produits (CPC rév2) notamment dans le domaine des répertoires d'unités économiques, mais aussi d'aider les pays à élaborer un projet national de mise en œuvre de ces nomenclatures révisées.

À l'issue des travaux de l'atelier, il ressort :

- l'urgence d'accélérer la mise en œuvre au niveau national des nomenclatures révisées d'activités (NAEMA rév1) et des produits (NOPEMA rév1) ;
- la nécessité d'une mise en œuvre au niveau national des autres nomenclatures faisant partie de la famille des nomenclatures internationales ;
- l'importance du rôle de coordination du système statistique dévolu aux instituts nationaux de la statistique dans le suivi de la mise en œuvre des nomenclatures.

Parmi les recommandations prises à l'endroit des INS au cours de cet atelier, il est demandé aux pays d'envoyer à AFRISTAT et à la CEA, au plus tard le 31 janvier 2014, des programmes de travail et des requêtes d'appui technique pour l'année 2014 pour la mise en œuvre des nomenclatures révisées d'activités et des produits. Un plan national de mise en

œuvre des nomenclatures d'activités et des produits révisées (NAEMA et NOPEMA) doit être élaboré.

■ Du 2 au 6 décembre 2013, M. Oumarou Elhadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, a représenté AFRISTAT au forum des résultats pour l'Afrique et à la Sixième réunion annuelle de l'AfCoP qui se sont déroulés à Harare, au Zimbabwe. Ces deux événements sont organisés par la Communauté Africaine de Pratiques sur la Gestion axée sur les résultats de développement (AfCoP-GRD) avec le soutien de la Banque Africaine de Développement et de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique.

Le Forum de l'Afrique pour les Résultats a porté sur la contribution de « Africa for result » (AfriK4R) pour atteindre une bonne gestion des ressources naturelles. La réunion annuelle de l'AfCoP a présenté les bonnes pratiques de la gestion axée sur les résultats de développement et les résultats d'éva-

luations et mis en place des réseaux thématiques pour le genre et la jeunesse.

■ M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique et Coordonnateur du département des appuis stratégiques et de la diffusion, a représenté AFRISTAT à la réunion du Groupe d'experts africains sur la gestion des données, les 4 et 5 décembre 2013 à Johannesburg.

L'objet de cette réunion était de discuter autour de l'initiative dite de « révolution des données » initiée par le Centre africain de la statistique pour identifier les actions à mener pour la participation africaine à la mutation dans l'utilisation des masses de données existantes en lien avec le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Les recommandations de cette réunion ont ensuite été portées à l'attention de la Conférence des Directeurs généraux de la statis-

tique organisée par l'Union africaine à Johannesburg du 5 au 7 décembre 2013.

■ La 7^e réunion du Comité des Directeurs Généraux des INS de l'Union Africaine qui s'est déroulée du 5 au 7 décembre 2013 à Johannesburg (Afrique du Sud) avait pour thème : "situation et défis liés au développement des statistiques économiques en Afrique". Les principaux objectifs de cette rencontre étaient : (i) discuter des défis liés à la production des statistiques économiques ; (ii) examiner la mise en œuvre de la Charte africaine de la Statistique et de SHaSA et l'opérationnalisation de l'institut de statistique de l'Union africaine et du Centre panafricain de formation statistique ; et (iii) contribuer à la formulation de l'agenda de développement 2063 de l'Afrique. AFRISTAT y était représenté par son Directeur Général Adjoint, M. Paul-Henri Nguema Meye et de Mme Boukenem Fatima Diallo, expert en communication.

Échos des instituts nationaux de statistique

Bénin
www.insae-bj.org

Mise en œuvre du RGPH4 au Bénin

Le Bénin a réalisé du 11 juin au 5 juillet 2013, le dénombrement général de son quatrième recensement général de la population et de l'habitation avec le financement du Gouvernement béninois, de l'UNFPA, de la Banque Mondiale et de la Coopération Suisse. Les résultats préliminaires ont montré que la population du Bénin s'élève à 9 983 884 habitants.

Les activités du recensement se sont poursuivies avec la réalisation de l'Enquête post-censitaire (EPC) du 27 août au 15 septembre 2013.

Célébration de la 23^e édition de la Journée Africaine de la Statistique au Bénin

Le mardi 19 novembre 2013, le Bénin a célébré la 23^e édition de la journée africaine de la statistique (JAS) dont le thème est : « Des données de qualité pour soutenir le progrès en Afrique ». La célébration de ladite journée a connu la participation de plusieurs invités comprenant des partenaires techniques et financiers, des spécialistes de la statistique au niveau des ministères sectoriels, d'université, d'organismes, de la société civile et des étudiants. Sept communications ont été présentées. Les deux premières sont relatives à la « problématique de la qualité dans la production statistique et initiatives africaines » et les « données économiques, financières, démographiques et sociales sur le Bénin et qualité ». L'exposé des différentes communications était suivi d'un débat questions-réponses afin de permettre aux participants de commenter et de formuler leurs préoccupations et exhortations. Tout en appréciant la célébration de ladite journée, ils ont souhaité que l'organisation des conférences débats sur les questions d'intérêt statistique ne se limite pas aux seules JAS et que les statisticiens pénètrent les centres de formation pour une promotion de la culture statistique.

Burundi
www.isteebu.org

Au cours de la période sous revue, l'ISTEEBU a organisé une série de réunions et a procédé au lancement des opérations statistiques suivantes :

Ateliers et réunions organisés

- La tenue de la quatrième réunion du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) du 08 au 11 octobre 2013 : Le CTIS est chargé d'apporter un appui technique au Conseil National de l'Information Statistique (CNIS) ;
- La tenue d'un atelier de formation des cadres des bureaux régionaux et provinciaux de l'ISTEEBU sur les modules utilisateur et administrateur de la base de données socio-économiques du Burundi (BurundInfo) du 28 au 31 octobre 2013 ;
- L'organisation, en collaboration avec l'UNFPA, d'un atelier de finalisation des projections démographiques à partir des données du recensement général de la population et de l'habitat de 2008 jusqu'à l'horizon 2025 qui cadre bien avec la vision Burundi 20-25 ; du 29 au 31 octobre 2013 ;
- La célébration du deuxième mois de la statistique au Burundi et de la vingt-troisième journée africaine de la statistique sur le thème « des données de qualité pour soutenir le progrès africain ». Les activités de cette journée ont permis aux utilisateurs et aux producteurs de données statistiques de renforcer leur dialogue pour la promotion de la production des données de qualité répondant aux besoins des uns et des autres.
- L'organisation du 2^e atelier de formation des cadres nationaux sur les indicateurs de développement, y compris les OMD, du 25 au 29 novembre 2013 : cet atelier a fait suite au premier atelier qui a été organisé du 16 au 20 septembre 2012 à l'endroit des mêmes individus et un troisième atelier de mise en commun des données collectées sera organisé au premier trimestre de l'année prochaine (2014) ;
- L'organisation, en collaboration avec la FAO, d'un atelier de formation des cadres nationaux sur la méthodologie d'élaboration des comptes disponibilité/utilisation (CDU) et des bilans alimentaires (BA) du 26 au 28 novembre 2013 ;
- L'organisation d'une retraite des comptables nationaux en vue de la production des comptes de la nation de 2011, du 02 au 13 décembre 2013 ;
- L'organisation d'une formation des cadres de la deuxième vice-présidence du Burundi sur l'utili-

sation de la base de données BurundInfo, les 19-20 et 23-24 décembre 2013.

Opérations statistiques

- La collecte et la saisie des fiches d'état-civil en vue de relancer la production du bulletin statistique d'état-civil interrompue depuis 1993 ;
- La collecte des données de l'enquête nationale agricole du Burundi (ENAB), saison C de l'année culturale 2012-2013 et saison A de l'année culturale 2013-2014 : le Burundi, qui connaît trois saisons culturales (A, B et C) par année culturale, a pris la décision de pérenniser son enquête nationale agricole depuis la campagne 2011-2012 jusqu'à l'organisation de son prochain recensement général de la population et de l'habitat projeté pour 2018 et qui sera couplé avec le recensement des ménages agricoles ;
- Le lancement, le 4 décembre 2013, de la collecte proprement dite des données du module « QUIBB et Emploi » de l'enquête modulaire sur les conditions de vie des ménages, la main-d'œuvre, la protection sociale et la nutrition au Burundi de 2013-2014 (ECVMB, 2013-2014) : il s'agit d'une enquête que le Burundi est en train de mener sur financement de la BAD et avec l'assistance technique d'AFRISTAT. Cette enquête permettra d'actualiser le profil de la pauvreté au Burundi, le panier de la ménagère en vue de la production d'un IPC national et des IPC provinciaux, les indicateurs de l'emploi, de la protection sociale et de la nutrition, etc.

Cameroun
www.statistics-cameroon.org

Célébration de la 23^e Journée Africaine de la Statistique (JAS)

Le 18 novembre 2013, le Cameroun a célébré la 23^e édition de la Journée Africaine de la Statistique. La première activité a été la déclaration du Gouvernement prononcée par le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, qui a réaffirmé l'engagement du Gouvernement à développer le Système Statistique National. Trois autres temps forts ont meublé la semaine précédant le 18 novembre à savoir :

- i) les journées portes ouvertes, organisées du 12 au 15 novembre 2013 à l'esplanade de l'INS, qui ont permis au grand public de découvrir la production du Système Statistique National ;
- ii) la conférence-débat sur la « démarche qualité en statistique » donnée le 13 novembre 2013 qui a permis aux acteurs du Système Statistique National de partager les bonnes pratiques en matière de qualité des données et
- iii) une marche sportive à travers la ville de Yaoundé le samedi 16 novembre, à laquelle ont pris part une centaine de personnel du Système.

En outre, une délégation de l'INS Cameroun a également participé à la vidéoconférence organisée par la Banque mondiale sur le thème "des données de qualité pour soutenir le progrès africain".

12^e session du Conseil National de la Statistique (CNS) le 21 novembre 2013

La 12^e session ordinaire du Conseil National de la Statistique (CNS) s'est tenue le 21 novembre 2013 à Yaoundé sous la présidence de M. Emmanuel Nganou Djoumessi, Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) et Président dudit Conseil. À l'issue des échanges, les recommandations suivantes ont été formulées : (i) dans la perspective de la révision de la SNDS, une place de choix doit être accordée aux secteurs en retard dans la production statistique, notamment le secteur rural, l'environnement et des changements climatiques, la gouvernance, la paix et la sécurité, (ii) Au sujet de la Charte Africaine de la statistique, le Ministre en charge de la statistique doit engager les procédures devant aboutir à sa ratification en saisissant toutes les administrations concernées, notamment le Ministère des relations extérieures et enfin (iii) s'agissant de la mise en place des commissions techniques du Conseil National de la Statistique, le Conseil a recommandé au secrétariat de proposer les intitulés des champs couverts, les missions et les administrations qui feront parties des différents comités.

Remise officielle de la Carte sanitaire du Cameroun au Ministère de la Santé Publique (MINSANTE)

L'INS a officiellement remis au MINSANTE le 2 octobre 2013 à Yaoundé, la carte sanitaire du Cameroun. Cette carte est le fruit d'une convention signée entre les deux administrations. La carte sanitaire est une base de données qui permettra au MINSANTE d'avoir une bonne visibilité sur les besoins des populations et donc, de mieux orienter l'offre des services et des soins de santé pour un meilleur pilotage des politiques du Gouvernement en matière de santé, notamment la stratégie sectorielle de la santé.

Présentation des rapports thématiques de la 2^e Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI2) le 20 novembre 2013

Le mercredi 20 novembre 2013 a eu lieu à Yaoundé la présentation des rapports thématiques de la 2^e Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel réalisée en 2010. Ces rapports thématiques font suite aux deux rapports principaux (phase 1 et phase 2) publiés en 2011 et ont porté sur (i) l'insertion des jeunes, (ii) la formation et l'insertion sur le marché du travail, (iii) la mobilité professionnelle, (iv) le genre et le marché du travail, (v) les caractéristiques et déterminants du sous-emploi, (vi) les déterminants de la productivité du secteur informel et (vii) le profil des travailleurs à bas revenu. Les participants ont été édifiés par rapport aux thèmes susmentionnés et ont signifié leur satisfaction à l'endroit des exposants, qui ont apporté des réponses claires et précises à leurs préoccupations.

Côte d'Ivoire www.ins.ci

Formation des Agents de l'ENSETÉ

Dans le cadre des préparatifs de la collecte des données de l'Enquête Nationale sur la Situation de l'Emploi et le Travail des Enfants (ENSETÉ), l'INS a lancé le mardi 3 décembre 2013, en collaboration avec l'AGEPE, la formation du personnel de terrain. Au terme de cette formation qui a pris fin le 10 décembre 2013, 240 agents ont été retenus dont 180 agents enquêteurs et 60 chefs d'équipe. La collecte des données a commencé dans la deuxième quinzaine de décembre 2013 et durera un mois.

Pour rappel, l'objectif général de cette enquête est de connaître la situation de l'emploi en Côte d'Ivoire pour l'année 2013. De façon spécifique, l'enquête vise à : (i) connaître le contexte sociodémographique et l'environnement socio-économique du marché du travail ; (ii) connaître les caractéristiques de l'emploi et du chômage ; (iii) produire les principaux indicateurs du marché du travail et apprécier leur niveau en 2013.

4^e RGPH, Tournée d'information du Directeur Général de l'INS

Dans le cadre de la sensibilisation des populations pour une adhésion au 4^e RGPH de la Côte d'Ivoire, le Directeur Général a entrepris une série de visites d'informations auprès des Institutions de la République, du Corps diplomatique, des partis politiques, des confessions religieuses et de la société civile.

Journée Africaine de la Statistique

La Journée Africaine de la Statistique a été célébrée en Côte d'Ivoire le lundi 18 novembre 2013. Elle a été marquée dans la matinée, par une conférence, animée par M. Abbas Sanoussi, expert Démographe, sur le thème « des données de qualité pour soutenir le progrès en Afrique », à l'Hôtel de District d'Abidjan. Le conférencier a traité particulièrement du cas du 4^e RGPH dont la phase de dénombrement se fera avec l'utilisation des Smart Phones ou terminaux mobiles. Notons que la veille, le Ministre d'État, Ministre du Plan et du Développement, a au nom du Gouvernement, fait une déclaration relative à cette journée.

Par ailleurs, la Banque Mondiale a organisé dans l'après-midi dans ses locaux, un panel de discussions par vidéoconférence sur le thème « la Promotion de la qualité pour soutenir le progrès en Afrique ».

Bulletin interne d'information de l'INS

L'Institut National de la Statistique vient de renouer avec la publication d'un bulletin interne d'information. Le N° 1 de ce bulletin est disponible depuis octobre 2013. En effet, la cérémonie officielle de remise de ce 1^{er} numéro par le Comité de Rédaction au Directeur Général a eu lieu le mercredi 23 octobre 2013. Outil de communication, ce bulletin paraîtra tous les 3 mois. Il permet de diffuser les informations relatives à la marche de l'institution, de présenter ses activités et ses difficultés et de renforcer les liens entre le personnel et la Direction Générale.

Gabon www.stat-gabon.org

Recensement Général de la Population et des Logements (RGPL 2013)

Au cours de ce dernier trimestre de l'année, les activités prédominantes ont été les deux grandes phases du RGPL 2013. Il s'agit de la cartographie censitaire et du dénombrement principal. Rappelons que la réalisation du recensement Général de la population et des logements du Gabon en 2013 poursuit sept (7) objectifs spécifiques :

- fournir des informations détaillées et à jour sur les caractéristiques démographiques de la population résidente au Gabon ;
- améliorer la connaissance sur la dynamique de la population et les niveaux des principaux indicateurs ;
- améliorer la connaissance des conditions de logement et du cadre de vie des ménages ;
- fournir des informations fiables sur les personnes vulnérables (handicapés, veuves, orphelins, etc.) vivant au Gabon ;
- fournir les éléments nécessaires à l'établissement des projections démographiques ;
- fournir des informations permettant de mesurer de façon indirecte la pauvreté ;
- constituer une base de sondage exhaustive pour les enquêtes ultérieures et fournir les éléments nécessaires à la mise en place d'un système d'informations géographiques national.

Sénégal www.ansd.sn

Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE)

L'ANSD vient de réaliser, avec succès, la phase de dénombrement du Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE) du 19 novembre au 9 décembre 2013. En plus de l'élargissement de l'opération aux volets agricoles et de l'élevage, l'ANSD a réussi le défi technologique en réalisant pour la première fois un recensement sans papier grâce à l'utilisation des PDA. Cette innovation permettra de renforcer la qualité des données et de disposer rapidement des résultats préliminaires dans le courant du premier trimestre 2014.

L'importance accordée à la qualité des données justifie la mise en place d'une équipe de veille qui assure, tout au long de l'opération, le suivi de l'évolution des travaux de collecte et l'examen minutieux de tableaux de qualité en vue d'alerter sur les écarts observés sur les tendances de quelques variables ou indicateurs clés.

Par ailleurs, pour garantir l'exhaustivité de la collecte, l'ANSD a mis à la disposition des populations un numéro vert gratuit (800 810 812) afin de permettre aux personnes non recensées de se déclarer.

Enquête Nationale sur le Secteur Informel au Sénégal (ENSIS 2011)

L'ANSD a publié le rapport de l'Enquête Nationale sur le Secteur Informel au Sénégal le 28 novembre 2013. Cette enquête a permis d'apprécier, non seulement la contribution du secteur informel à l'activité économique en termes d'emplois et de valeur ajoutée, mais aussi les contraintes auxquelles il fait face.

Enquête Nationale sur les Petites et Moyennes Entreprises (ENPME)

La collecte des données de l'Enquête Nationale sur les Petites et Moyennes Entreprises (ENPME), entamée depuis mai 2013 est terminée depuis le mois d'août 2013. La saisie des données a été finalisée et le rapport est en cours de rédaction.

Durant ce trimestre, l'ANSD a aussi procédé à la production et à la diffusion de 23 publications mensuelles, trimestrielles et annuelles portant sur les prix à la consommation, la production industrielle, les prix à la production industrielle, le commerce extérieur, les statistiques économiques, les repères statistiques, le PIB trimestriel.

Toutes ces productions sont librement accessibles sur le site web de l'ANSD.

Tchad
www.inseed-tchad.org

Célébration de la Journée Africaine de la Statistique

La Journée africaine de la statistique (JAS) a reçu un cachet particulier au Tchad en 2013. Elle a été célébrée autour du thème : « Le Tchad sur le chemin du Développement : le rôle que doit jouer la statistique dans ce processus ». Le lancement des activités de la JAS 2013 a été marqué par un discours prononcé par Mme le Ministre, Secrétaire d'État à l'Économie et à la Coopération Internationale. Ledit discours a porté sur l'importance de la statistique en tant qu'outil d'aide à la décision. Ont pris part à cet échange, les principaux acteurs, producteurs et utilisateurs de la statistique au Tchad. Trois temps forts ont marqué cette rencontre : (i) la présentation, par le Directeur Général de l'INSEED, de la production statistique au Tchad au cours de la dernière décennie, (ii) la distribution aux participants des principaux produits de l'INSEED, dont le rapport de l'enquête MICS de 2010, les trois principaux rapports du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat, et (iii) la présentation des photos de différentes personnalités ayant dirigé l'organe de la statistique au Tchad depuis la création du premier service statistique du pays en 1973. La célébration de la JAS 2013 au Tchad a été clôturée par un match de football opposant le personnel de l'INSEED aux cadres statisticiens des ministères sectoriels.

Opérations de Collecte et Traitement de Données

Les activités menées en 2013 concernent quatre opérations majeures. La poursuite des reliquats d'activités du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2) a abouti à la validation provisoire des rapports thématiques en cours de relecture pour une validation définitive. Toujours en lien avec le RGPH-2, la constitution de la base de sondage suit son cours à la faveur des travaux sur le fichier village.

Par ailleurs, l'exploitation de l'Enquête sur les Privations Multidimensionnelles et la Vulnérabilité au Tchad (EPMVT) financée par l'UNICEF s'est poursuivie au courant de l'année 2013. La base de données de cette étude a été stabilisée et validée avec l'appui de l'Université d'Oxford.

Enfin, la collecte des indicateurs sociaux des sources administratives et l'exploitation des données d'enquêtes disponibles permettront la production du premier tableau de bord social du Tchad en 2013. Les principaux paquets de variables collectées et en cours d'analyse portent entre autres sur l'emploi, la santé, l'éducation, la démographie et la pauvreté.

En perspective pour 2014, deux grosses opérations sont en vue. Il s'agit du Recensement Général des Entreprises (RGE) et de l'opération combinée EDS-MICS-SEROPREVALENCE. Les documents techniques de ces deux opérations sont finalisés et des consultations avec les Partenaires Techniques et Financiers sont en cours pour le bouclage de leurs financements.

Appuis Extérieurs

Plusieurs missions d'appui extérieur financées par les Partenaires Techniques et Financiers ont contribué à renforcer significativement certaines activités de l'INSEED au courant de l'année 2013. Ainsi, des

appuis financés par la Banque africaine de développement (BAD) ont contribué aux travaux de la comptabilité nationale et permettent d'espérer la finalisation des comptes des campagnes 2009 et 2010. De même, la rénovation de l'indice de la production industrielle (IPI) a été appuyée par une mission d'AFRISTAT. Par ailleurs, l'INSEED a bénéficié d'un autre appui technique important relatif au renforcement de la gouvernance du Système Statistique National (SSN) à la faveur du programme de renforcement des capacités statistiques (PRCS 3) financé sur la facilité État fragile de la BAD. Dans le cadre de ce dernier appui, une étude sur la révision du cadre légal et de la déconcentration horizontale et verticale du SSN devra fournir des orientations visant à redynamiser l'appareil statistique national. Au cours de l'année 2013, l'INSEED et la Banque Mondiale ont travaillé à la mise en place d'un Trust-Fund destiné entièrement à appuyer :

- la formation d'une vingtaine d'étudiants inscrits dans les écoles supérieures de statistique ;
- le renforcement des cadres en charge de l'administration du site web de l'INSEED ;
- l'amélioration de la gouvernance statistique ;
- l'harmonisation des dispositifs de production des statistiques au niveau de l'ensemble du SSN.

Togo
www.stat-togo.org

Célébration de la Journée Africaine de la Statistique : édition 2013

Le 18 novembre 2013, le Togo a célébré à l'instar d'autres pays africains, la Journée africaine de la statistique sous le thème : « Des données de qualité pour soutenir le progrès en Afrique ».

Dans le cadre de cette célébration, la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN) a organisé en collaboration avec les sectoriels, les partenaires au développement et l'Association des Statisticiens et Démographes du Togo (ASTADEMO), une série de manifestations dans les locaux de la DGSCN à Lomé notamment un point de presse le 18 novembre 2013 et une Journée porte ouverte sur la statistique le 2 décembre 2013.

Conformément à l'axe III de la stratégie nationale du développement de la statistique (SNDS) qui met l'accent sur la promotion de la culture statistique dans tout le pays, la DGSCN a opté depuis quatre ans, pour la délocalisation de la célébration de la journée afin que toutes les régions du Togo soient plus sensibilisées à la question statistique.

Cette année, c'est le Chef-lieu de la Région des Savanes, Dapaong, qui a accueilli l'apothéose des manifestations de la journée, le 9 décembre 2013. Plusieurs thèmes statistiques y ont été débattus.

La célébration de cette journée a également été marquée la veille par un message radiotélévisé de M. Mawussi Djossou Semodji, Ministre de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire, qui a saisi l'opportunité pour expliquer l'importance de cette journée aux populations.

Deuxième Réunion du Conseil National de la Statistique du Togo

Le jeudi 21 novembre 2013, les membres du Conseil National de la Statistique (CNS), ont tenu leur deuxième session, sous la présidence de M. Mawussi Djossou Semodji, Ministre de la

Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire, Président du Conseil National de la Statistique.

Cette session a permis aux membres du Conseil d'examiner et d'adopter cinq (5) projets de documents élaborés avec l'appui technique des experts d'AFRISTAT et l'appui financier de l'Union Européenne à travers le volet 3, statistique du deuxième Projet d'Appui Institutionnel à l'État Togolais (PAI-2).

Les projets de documents examinés et adoptés sont :

- Le projet de feuille de route pour l'élaboration de la deuxième Stratégie Nationale de Développement de la Statistique 2015-2019 (SNDS II) ;
- Le projet de rapport de synthèse des travaux d'actualisation du Programme Pluriannuel des Activités Statistiques (PPAS) 2011-2013 ;
- Le projet d'arrêté portant organisation et fonctionnement des comités sectoriels du CNS ;
- Le projet de Plan d'action et projet de budget 2014 du CNS ;
- Le projet de feuille de route pour la mise en place de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED).

Lancement de la troisième Enquête Démographique et de Santé au Togo (EDST-3)

Le 8 novembre 2013, le Gouvernement de la République togolaise a procédé au lancement officiel de la troisième Enquête Démographique et de Santé au Togo (EDST-3). Cette enquête fait suite aux deux précédentes réalisées en 1988 et 1998. La particularité de cette enquête se situe dans le fait qu'elle est couplée avec le MICS5.

Les résultats de l'enquête EDST-3 permettront au Gouvernement d'évaluer en amont les progrès réalisés depuis près de 14 ans dans le domaine socio-sanitaire, par rapport aux résultats de l'EDST-2 et les investissements qui ont suivi, plus particulièrement dans le domaine de la santé des femmes et des enfants.

Au-delà de cet enjeu, les résultats de cette enquête constitueront les indicateurs de référence pour le suivi-évaluation de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) et des Objectifs de Développement pour le Millénaire (OMD). Ces résultats serviront également de données de référence pour évaluer dans les prochaines années l'impact social du DSRP-II.

Les partenaires qui soutiennent le Gouvernement togolais dans la réalisation de cette enquête sont : l'USAID, l'UNFPA, le PNUD, l'UNICEF et la BAD.

Séminaire national de publication des comptes nationaux de 2001 à 2006

Le jeudi 31 octobre 2013, la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN) a organisé un séminaire national de publication des comptes nationaux de 2001 à 2006.

L'objectif de ce séminaire était de porter à la connaissance du public les résultats des comptes nationaux définitifs de 2001 à 2006. Ce séminaire a également permis de faire un plaidoyer à l'endroit des autorités compétentes, des décideurs, des chercheurs et autres utilisateurs sur l'importance des comptes nationaux en matière d'orientation des politiques économiques et de développement.

Réunions, ateliers et séminaires

Banjul, 10-11 janvier 2014

26^e réunion conjointe ordinaire du Comité chargé des Affaires économiques et monétaires et du Comité chargé des Opérations et de l'Administration de l'AMAO

Banjul, 16 janvier 2014

45^e réunion ordinaire du Comité des Gouverneurs des Banques centrales des États membres de la CEDEAO

Banjul, 17 janvier 2014

Réunion du Conseil de convergence de la CEDEAO

Gaborone, 17-21 février 2014

Symposium africain sur le développement de la statistique

Abidjan, février 2014

Atelier utilisateurs/producteurs des données

Bamako, février-mars 2014

Atelier de traitement des données

Douala, mars 2014

Séminaire de conjoncture économique du 1^{er} semestre Afrique Centrale

Praia, 18-19 mars 2014

Atelier régional sur l'utilisation des technologies mobiles dans la collecte des données

New York, 4-7 mars 2014

45^e session de la Commission statistique des Nations Unies

Bamako, 17-21 mars 2014

Séminaire de conjoncture économique du 1^{er} semestre Afrique de l'Ouest

Paris, 2-4 avril 2014

Réunion annuelle de PARIS21

ANNONCE DE NOUVELLES RUBRIQUES DANS LLA

Dans le but de s'ouvrir à un public de plus en plus large et pour faire participer le maximum de lecteurs de LLA à la vie de cette revue trimestrielle, la Direction Générale d'AFRISTAT ouvre deux nouvelles rubriques dans LLA à partir du numéro 68. Les rubriques proposées sont :

- **La page d'échange des bonnes pratiques** (dans les domaines économique et statistique) : les articles qui seront retenus dans ce cadre mettront en exergue les améliorations observées au niveau de la gestion des organes statistiques, la collecte, le traitement, la production, la diffusion de produits statistiques,... Le caractère original et les autres qualités attachées à la démarche utilisée pour produire de meilleurs résultats seront mis en avant ;
- **La page de l'innovation et de la recherche** : Elle se veut être une tribune pour faire connaître les découvertes scientifiques, techniques ou technologiques de n'importe quel auteur. Outre, l'idée de partage des connaissances, il est également poursuivi l'envie de susciter un débat contradictoire entre les lecteurs de LLA.

Les contributions à ces nouvelles rubriques sont ouvertes à toutes personnes désireuses de partager une expérience ou une idée.

La Lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur : <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de

La lettre d'AFRISTAT en envoyant un courriel à afristat@afristat.org avec comme objet : Abonnement

Directeur de publication : Cosme VODOUNOU

Rédacteur en chef : Paul-Henri NGUEMA MEYE

Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Serge Jean EDI, Siriki Zanga COULIBALY, Bruno NOUATIN, Oumarou EL HADJI MALAM SOULE, Fatima BOUKENEM.

Maquette et impression :
IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739